



ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Balance des paiements

Question écrite n° 7759

Texte de la question

M Joseph-Henri Maujouan du Gasset expose a M le ministre du commerce extérieur que le commerce extérieur de la France reste le point noir de l'économie. Avec un déficit de 3,7 milliards (déficit toutefois moins mauvais qu'en octobre, avec 4,3 milliards) on s'achemine vers un « trou » d'une trentaine de milliards cette année ; soit un déficit du même ordre que l'an dernier. Il lui demande s'il est possible de trouver une explication à ce déficit.

Texte de la réponse

Reponse. - Le déficit du commerce extérieur de la France sera effectivement de l'ordre d'une trentaine de milliards en 1988. Comme en 1987, ce résultat, mauvais sans être catastrophique, a une origine industrielle. Par rapport à l'année précédente notre excédent agro-alimentaire s'est encore amélioré (plus 9 MF), notre facture énergétique s'est encore allégée (moins 17 MF) mais notre déficit industriel s'est encore aggravé. Il passe en un an de moins 11 à moins 43 MF, après avoir été excédentaire de 81 MF en 1985. Certains de nos points forts traditionnels ont connu des résultats décevants en 1988. Si l'agro-alimentaire se confirme comme un point fort incontestable du commerce extérieur français en 1988, en revanche, le matériel de transport terrestre et les produits du travail des métaux et la chimie obtiennent des résultats plus décevants. En 1988 le secteur du matériel de transport terrestre progresse de 2,5 milliards et atteint 24 milliards. Mais après une croissance régulière jusqu'en 1979, notre premier excédent commercial stagne, ne parvenant à dépasser plus 30 milliards que les bonnes années : 1979, 1984, 1985. 1988, année exceptionnelle pour les marchés automobiles français et européen, n'aura été qu'une année honorable pour notre excédent. La vigueur des importations s'explique par le fait que le marché français a été encore plus soutenu que le marché européen. La France dispose dans le secteur des biens intermédiaires de positions fortes : nos parts de marché mondiales dans le verre, la parachimie et la pharmacie, les pneumatiques, la chimie de base et les fibres synthétiques sont nettement supérieures à nos parts de marché moyennes. Notre solde commercial se creuse néanmoins depuis 1986. Le déficit apparu en 1986 et 1987 (respectivement moins 15,5 et moins 23 milliards) se détériore encore en 1988. La responsabilité en incombe à la fois au secteur des métaux (moins trois milliards) et à celui de la chimie (moins 3,5 milliards). Si nos importations connaissent une progression moyenne, nos exportations paraissent limitées, notamment par des problèmes de capacité de production. Plusieurs explications peuvent être apportées à cette dégradation. Malgré une hausse très raisonnable des coûts salariaux unitaires, notre compétitivité-prix ne semble pas encore suffisante. Il faut probablement incriminer l'acquis qui constitue les prix élevés des années passées, mais aussi un appareil commercial toujours insuffisant et une adaptation encore imparfaite de notre offre à la demande mondiale. Dans ces trois domaines, la maîtrise de l'inflation et la reprise de l'investissement sont toutefois des signes encourageants. Si le niveau élevé de la croissance du PIB en 1988 (plus 3,5 p 100) n'a pas trop pesé sur notre solde (nos partenaires ayant cru en moyenne encore un tout petit peu plus vite que nous), en revanche le contenu de la croissance en 1988 a contribué à la forte hausse des importations : la croissance de la consommation des ménages (plus 2,6 p 100 en volume, contre plus 2,4 p 100 en 1987) aura été parmi les plus faibles des pays de l'OCDE ; l'accélération de l'investissement productif (plus 7,9 p 100 contre plus 4,5 p 100) aura en revanche été particulièrement rapide. Or, la part de la demande

satisfaite par des importations est plus forte pour les biens d'équipement (42 p 100) que pour les biens d'équipement (42 p 100) que pour les biens de consommation (32 p 100). Ceci explique que l'essentiel de la dégradation concerne les biens d'équipement professionnels ; ceux-ci, qui ne représentent que 29 p 100 des échanges industriels civils, accusent plus des trois quarts de la dégradation (moins 23 milliards) ; une flambée d'importations (plus 20,5 p 100) et une progression moitié moindre des ventes (plus 9,2 p 100) fait tomber le taux de couverture de 98 p 100 à 89 p 100. La chute de nos débouchés dans le tiers-monde et dans les pays d'Europe de l'Est, liée aux grands contrats, expliquait les trois quarts de la baisse de 1987 ; cette chute est interrompue en 1988. L'accélération du programme Airbus a certes représenté un gain à l'exportation (27 appareils vendus en 1986 pour 9,1 milliards, 32 en 1987 pour 10,7 milliards et 50 en 1988 pour 15,1 milliards). Mais en période de montée en puissance de la production de l'A 320, ce gain a été compensé par une augmentation équivalente des importations nécessaires au programme. L'essentiel de la dégradation est en fait dû à la relance de l'investissement en France et aux importations qu'elle a entraînées. Non seulement la hausse de l'investissement (11 p 100 en valeur) a provoqué celle des importations, mais son caractère brutal a entraîné une hausse du taux de pénétration de ces importations, qui est passé de 40 p 100 en 1987 à 42 p 100 en 1988. L'augmentation des importations de biens d'équipement entre 1986 et 1987 avait été de 22 milliards. Elle aura été de 42 milliards entre 1987 et 1988.

Données clés

Auteur : [M. Maujouan du Gasset Joseph-Henri](#)

Circonscription : - Union pour la démocratie française

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 7759

Rubrique : Commerce extérieur

Ministère interrogé : commerce extérieur

Ministère attributaire : commerce extérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 9 janvier 1989, page 96